



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## élèves

Question écrite n° 26305

### Texte de la question

M. Claude Bartolone attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la vive inquiétude des enseignants, délégués départementaux de l'éducation nationale (DDEN) et associations représentatives de parents d'élèves suite à l'annonce de la généralisation, après expérimentation, du logiciel de gestion administrative « base élèves Premier degré » dans les écoles maternelles et élémentaires. Malgré les explications exhaustives fournies par les inspecteurs d'académie, enseignants, DDEN et associations de parents sont toujours très réservés quant à ce qui leur paraît un « fichage » des enfants et l'utilisation malveillante qui pourrait en être faite. S'ils se félicitent du retrait de données comme la langue parlée à la maison ou la culture d'origine, ils estiment que les informations enregistrées constituent toujours une véritable « base de renseignements » dont certains sont loin d'être nécessaires à la gestion de la scolarité des enfants. Il lui demande donc ce que le Gouvernement entend faire pour que la concertation entre l'État, les enseignants, DDEN et associations de parents soit relancée sur ce projet à un moment où elle paraît à tous nécessaire.

### Texte de la réponse

L'application informatique « Base élèves 1er degré », réalisée par les services de l'éducation nationale et expérimentée depuis décembre 2004, est une aide à la gestion des élèves pour tous les acteurs locaux (directeurs d'école, mairies, inspections de circonscription et inspections académiques), qui peuvent ainsi partager en temps réel les informations nécessaires au fonctionnement du 1er degré sans ressaisie, ni perte de données. Déclarée à la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) depuis le début de l'expérimentation et faisant l'objet d'échanges réguliers entre cette dernière et le ministère de l'éducation nationale, cette application propose les mêmes fonctionnalités que l'application « scolarité » utilisée par l'ensemble des établissements scolaires du second degré depuis le début des années 1990. D'ailleurs, conformément à la loi Informatique et libertés de 1978, tout parent d'élève peut demander communication du dossier complet le concernant. L'accès aux données nominatives demeure réservé aux seuls acteurs locaux dans le cadre de leurs compétences respectives (exemples : une mairie ne peut consulter que les données administratives liées à l'inscription scolaire des élèves de la commune ; un directeur d'école n'accède qu'aux données de sa propre école). Aux niveaux académique et national, cette application ne permet que de fournir des données anonymes nécessaires à la production statistique et au pilotage du système éducatif. Par ailleurs, le ministre de l'éducation nationale a décidé fin 2007 de retirer de la liste des données saisies tout ce qui n'était pas strictement nécessaire à la gestion des effectifs des élèves par les services de l'éducation nationale. Il a notamment veillé à ce que les données relatives à la nationalité ou à l'origine ethnique des élèves, de leurs parents ou de leurs responsables légaux ne figurent plus parmi les questionnaires. Le périmètre des données collectées a, par ailleurs, été allégé : la nouvelle version de cet outil ne fera plus apparaître la profession et la catégorie sociale des parents, ni la situation familiale de l'élève, ni l'absentéisme signalé pas plus que les données relatives aux besoins éducatifs particuliers. Seules seront recensées les informations concernant les coordonnées de l'élève ainsi que celles du ou des responsables légaux de l'élève. En outre, les données relatives à la scolarité de l'élève ne porteront que sur des champs restreints, tels que les dates d'inscription,

d'admission et de radiation, ainsi que la classe.

## Données clés

**Auteur** : [M. Claude Bartolone](#)

**Circonscription** : Seine-Saint-Denis (6<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 26305

**Rubrique** : Enseignement

**Ministère interrogé** : Éducation nationale

**Ministère attributaire** : Éducation nationale

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 1er juillet 2008, page 5554

**Réponse publiée le** : 28 octobre 2008, page 9297